

D&O L'AGEFI

Supplément publié dans
l'édition de L'AGEFI ALPHA
du 12 septembre 2025

DÉFENSE ET SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE : UNE THÉMATIQUE PORTEUSE

- UNE NOUVELLE MÉGATENDANCE
- DES PLANS D'INVESTISSEMENTS PUBLICS MASSIFS
- DES PERSPECTIVES SOLIDES MALGRÉ
DES VALORISATIONS EN FORTE HAUSSE



**Adyl
BOU**

Sales Associate,
business development
France & Monaco

VanEck®



**Christophe
HAUTIN**

Gérant
de portefeuilles actions
européennes

Allianz 
Global Investors



**Damien
MARIETTE**

Gérant thématique
senior

CPRAM L'avenir est
notre présent



**Raphaël
THUIN**

Directeur des
stratégies de marchés
de capitaux

TK 
TIKEHAU
CAPITAL

UN INVESTISSEMENT ENTRE PATRIOTISME ET OPPORTUNITÉ FINANCIÈRE

Suite aux crises successives et à la montée des tensions géopolitiques, le thème de la souveraineté s'est imposé comme un axe stratégique majeur en Europe. Défense, technologie, énergie ou santé attirent des capitaux publics et privés massifs. Les sociétés de gestion multiplient les fonds dédiés, misant sur des perspectives de croissance solides à long terme.

Si ces sujets sont éminemment politiques, ils sont aussi devenus depuis deux ans très financiers. Que ce soit sous l'angle de la souveraineté européenne au sens large ou, de façon plus resserrée, sur le thème de la seule défense, les investissements en lien avec ces industries constituent des placements de plus en plus pertinents. «*Nous avons connu une succession de crises rapprochées depuis la pandémie, rappelle Damien Mariette, gérant thématique senior chez CPRAM. Elles nous ont montré le revers de la médaille de la mondialisation, qui s'est accompagné d'une désindustrialisation de l'Europe. Cette situation n'est plus tenable : pour des questions de souveraineté économique, financière, industrielle et militaire, l'Europe doit se remettre à investir dans de nombreux secteurs afin de réduire ses dépendances vis-à-vis de puissances extérieures.*» Si ce phénomène ne date pas d'hier, le réveil est, lui, plus récent. «*Alors que le monde s'antagonise et que les partenaires historiques de l'Europe se montrent un peu moins amicaux à son égard que par le passé, une vraie prise de conscience politique a émergé, souligne Raphaël Thuin, directeur des stratégies de marchés de capitaux chez Tikehau Capital. Elle se traduit par des plans d'action aux niveaux nationaux et européen, dans les domaines de la défense mais aussi de la technologie, de l'énergie ou encore des infrastructures.*»

In fine, ces capitaux publics et

privés devraient irriguer les entreprises de ces secteurs stratégiques, permettant une croissance bénéficiaire source de performance pour les investisseurs de long terme. «*C'est ce que l'on appelle une mégatendance, au même titre que l'intelligence artificielle ou la transition énergétique*», résume Raphaël Thuin. Des tendances structurelles qui ne s'excluent pas l'une l'autre d'ailleurs. «*La thématique de la souveraineté passe par la technologie*, estime ainsi Christophe Hautin, gérant de portefeuilles chez Allianz Global Investors. *Nous avons d'ailleurs souhaité mettre cet axe au cœur de notre stratégie lancée en mars 2024 dans le cadre de l'initiative Tibi, qui vise à renforcer le financement de l'écosystème technologique français et européen.*»

Cependant, le volet défense est celui qui a le plus retenu l'attention cette année, avec notamment l'annonce d'un plan d'investissement massif allemand dans les infrastructures et l'armée. Mais à la différence de la souveraineté, multisectorielle, l'univers de la défense est plus étroit. «*Investir dans la défense relève d'une approche sectorielle dans la mesure où elle appartient au secteur de l'industrie et au sous-secteur de l'aérospatiale et de la défense dans le classement GICS (Global Industry Classification Standard)*, reconnaît Adyl Bou, Sales Associate, business development France & Monaco chez VanEck. *Cependant, il est aussi possible d'aborder le sujet de façon thématique puisque, chez VanEck,*

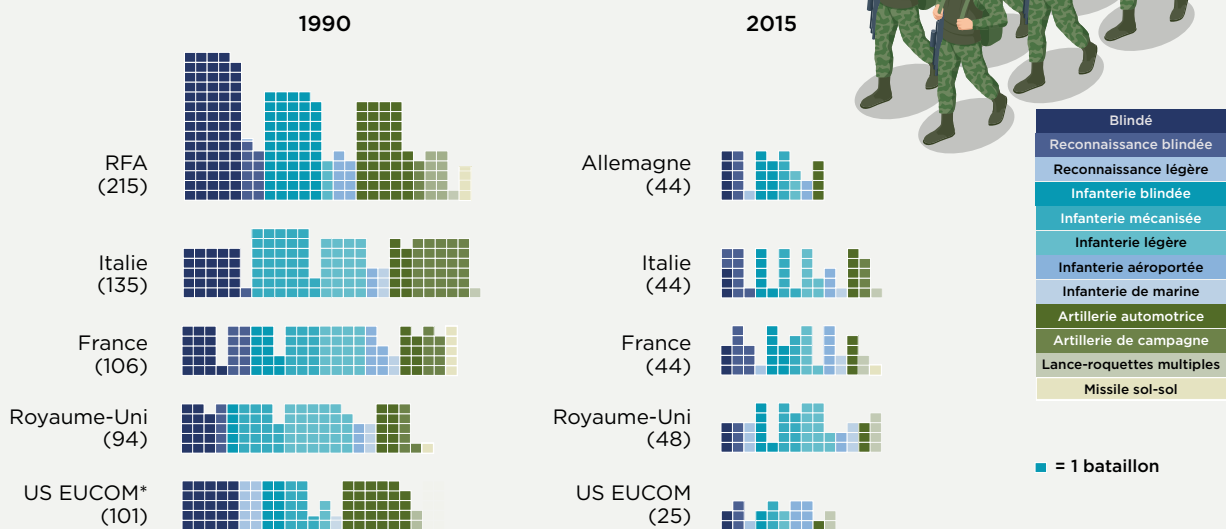
nous utilisons notre ETF défense pour capter les enjeux structurels précédemment mentionnés.»

UNE THÉMATIQUE, PLUSIEURS STRATÉGIES

Avec la multiplication des supports d'investissement lancés depuis deux ans, chaque société de gestion a défini son approche propre. VanEck a fait le choix d'un produit très pur avec le support VanEck Defense Ucits ETF, qui cumule 7 milliards de dollars d'encours. «*Nous avons été parmi les premiers à lancer une solution dédiée à la défense, en 2023, à un moment où les approches durables étaient clairement dominantes*, relate Adyl Bou. *C'est d'ailleurs pour cela que notre solution comporte des filtres d'exclusion.*» Fait notable : ce fonds dispose d'un univers d'investissement international. «*Nous sommes convaincus qu'il faut saisir les opportunités à l'échelle mondiale puisque la dépendance de l'Europe à des acteurs étrangers reste importante en termes d'investissement sur la défense*, explique Adyl Bou. *Cependant, il est important de retenir que la demande de la part des acteurs étatiques reste assez dynamique et susceptible de changements imprévisibles.*» Le fonds est concentré sur un petit nombre d'acteurs dont l'activité est fortement liée à la thématique. «*Nous adoptons une stratégie de pure-play, qui va sélectionner uniquement les entreprises dont l'activité principale est liée à la défense*, précise-t-il. *Concrètement,*

UNE ARMÉE À RECONSTRUIRE

LA RÉDUCTION DE LA TAILLE DES ARMÉES



Sources : Heinz Seidel Foundation and International Institute for Strategic Studies, European defence policy in an era of renewed great-power competition, février 2020

*Commandement des forces des Etats-Unis en Europe

cela signifie que le chiffre d'affaires des entreprises sous-jacentes doit être égal ou supérieur à 50 % sur la thématique visée. Cela nous permet d'obtenir une forte corrélation entre la performance et le secteur et donc d'avoir un bêta assez important vis-à-vis de la thématique. Cette approche nous permet d'obtenir une forte corrélation (à la hausse comme à la baisse) avec le secteur. De ce fait, le portefeuille est relativement concentré, aux alentours de 25 titres, tout en couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur.»

Chez Tikehau Capital, l'offre est variée puisque la société de gestion est active sur le thème de la souveraineté depuis de nombreuses années. Elle combine ainsi du non-coté, avec notamment une unité de compte lancée en juin dernier avec Société Générale Assurances, CNP Assurances et le groupe CARAC, et une approche cotée, avec le fonds Tikehau European Sovereignty Fund. «La défense représente le plus gros secteur de ce fonds, avec un peu plus de 20 % de l'allocation, mais nous y

intégrons aussi d'autres industries stratégiques liées à la thématique de la souveraineté, indique Raphaël Thuin. Au total, nous avons défini un univers intégrant cinq piliers : la défense, l'autonomie industrielle, l'autonomie en matière de santé, les infrastructures critiques et la compétitivité digitale. Autant de secteurs dans lesquels nous avons constaté une forme de fébrilité et de dépendance vis-à-vis de l'extérieur et où de grands plans de déploiement de capitaux européens et nationaux sont annoncés, à l'instar du European Chips Act dans la technologie ou du REPowerEU en ce qui concerne l'énergie.» Une approche qui nécessite une gestion active et qualitative afin de sélectionner les valeurs les plus à même de bénéficier de cette tendance.

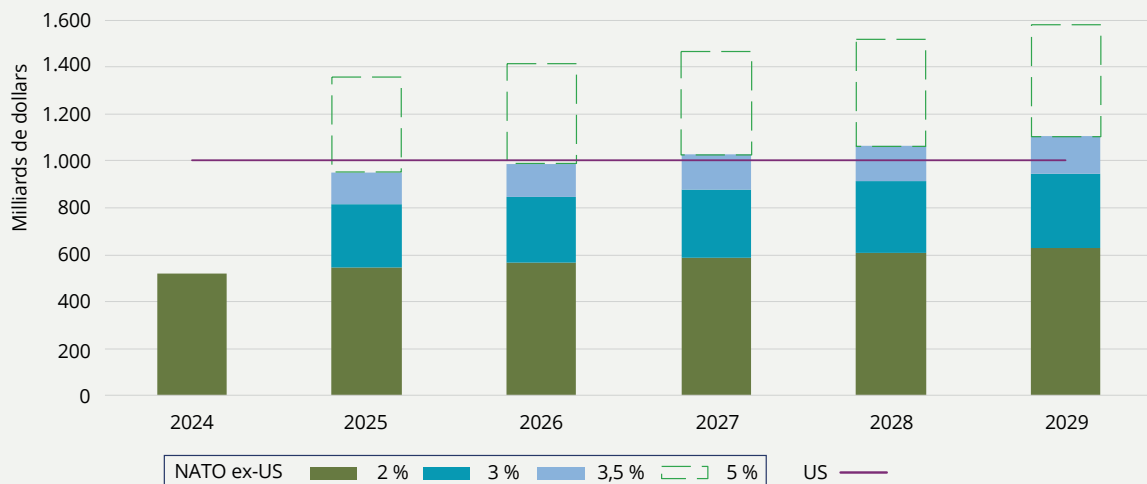
LA SOUVERAINETÉ, UNE NOTION MULTISECTORIELLE

Allianz Global Investors a opté pour une approche similaire lors de la réorientation, au printemps 2024, du fonds Allianz Actions Euro Innovation sur ces questions

d'autonomie stratégique. «Il s'agit d'un fonds thématique multisectoriel, fait savoir Christophe Hautin. C'est un point sur lequel nous sommes très attentifs car nous pensons qu'il est important de maintenir une certaine diversification dans le portefeuille à des fins de bonne gestion des risques financiers.» Cette stratégie comporte une composante technologique forte. «Nous avons croisé les deux sujets que sont la souveraineté européenne d'un côté et le développement du progrès technologique de l'autre, les deux étant totalement liés», ajoute Christophe Hautin. La défense y représente 15 % à 20 % du portefeuille actuellement. Le reste est réparti entre différents secteurs. «Nous avons une allocation dans le secteur de la technologie au sens large, qui inclut les acteurs des semi-conducteurs, des services informatiques ou encore des logiciels, poursuit le gérant. Mais le portefeuille comporte aussi des laboratoires pharmaceutiques, des sociétés de diagnostic et d'équipements médicaux. Les technologies vertes sont aussi présentes,

DES DÉPENSES EN FORTE CROISSANCE

Lors du sommet de l'Otan de juin 2025, les membres ont convenu de relever l'objectif de dépenses de l'alliance pour tous les pays de 2 % à 5 % du PIB d'ici 2035. Cependant, cet objectif a été divisé en deux parties : 3,5 % pour les dépenses de défense essentielles et 1,5 % pour un ensemble d'investissements au sens large plus ou moins liés aux infrastructures de sécurité, qui pourraient par exemple inclure le haut débit ou les routes.



Sources : Heinz Seidel Foundation and International Institute for Strategic Studies, European defence policy in an era of renewed great-power competition, février 2020

et nous avons enfin une poche dédiée à la souveraineté financière. Il nous semblait très important d'avoir des grandes institutions financières en mesure de financer cet écosystème et d'assurer les risques.»

Quant à CPR AM, elle a fait le choix, il y a deux ans, de lancer une stratégie consacrée à la souveraineté européenne, qui intègre ainsi l'industrie, la défense, la finance, ainsi que l'alimentation et la santé. Elle a ensuite poursuivi sa dynamique avec la création d'une nouvelle solution dédiée à la défense européenne. « Nous sommes arrivés à un point de bascule, où nos équipements militaires et technologiques ne sont plus suffisants pour assurer la sécurité de l'Union européenne sans dépendre de puissances extérieures, constate Damien Mariette. Cette vulnérabilité est la raison qui nous a conduits à proposer un produit plus pur en termes d'exposition aux valeurs de la défense. » La maison mère de la société de gestion, Amundi, a par ailleurs lancé

un exchange-traded fund (ETF) sur le secteur européen de la défense. Ces créations résultent aussi d'une demande accrue des clients. « Depuis quelques mois, nous observons de nombreuses marques d'intérêt des investisseurs – institutionnels comme particuliers – pour des produits orientés vers le secteur de la défense remarque Damien Mariette. Ce mouvement est à la fois patriotique et opportuniste, car le secteur présente des perspectives de développement importantes pour la décennie à venir, soutenues par le plan ReArm Europe / Readiness 2030 et l'engagement des membres de l'Otan à accroître leurs dépenses de défense en pourcentage du PIB. »

L'ENJEU DE LA PERFORMANCE

Quels que soient l'approche privilégiée et le périmètre d'investissement défini, l'enjeu principal consiste à générer une performance pérenne. Or, si le secteur de la défense affiche des résultats boursiers consistants depuis 18 à 24 mois, il

convient de s'interroger sur le potentiel à moyen et long terme. « Les choses se sont accélérées depuis le début de l'année, ce qui fait que les valorisations des entreprises de la défense européenne sont désormais au même niveau que celles des géants américains, voire parfois au-delà », relève Christophe Hautin. Un renchérissement qui pourrait conduire le marché à davantage de discrimination dans les valeurs. « Cette année, nous avons commencé à voir une dispersion de performances au sein du secteur, en fonction du pourcentage de chiffre d'affaires directement lié aux activités de défense, analyse Damien Mariette. Les acteurs très exposés au marché de la défense ont progressé davantage et, parmi ceux-ci, nous observons aussi une plus forte performance des activités dotées d'un cycle court de production – comme les munitions – par rapport à celles à cycle long, liées au renouvellement d'équipements. » La nationalité des sociétés peut aussi être un critère discriminant pour les marchés,

en faveur des valeurs allemandes, susceptibles de profiter du plan national d'investissement.

Au fil des mois, un tassement de l'enthousiasme boursier est un risque qu'il faut prendre en compte. *«Il faut garder en tête les contraintes budgétaires des Etats, considère Christophe Hautin. Donc, au-delà des annonces qui ont été très positives pour le secteur, on ne peut pas exclure la possibilité d'une correction technique dans l'attente de voir les effets concrets de ces annonces avec des prises de commandes et un impact en termes de chiffre d'affaires et de profitabilité.»* Un reflux qui pourrait conduire les gérants à réduire l'allocation au secteur de façon tactique, mais aussi à revoir leur sélection de valeurs. *«Par exemple, après avoir bénéficié des belles progressions en Bourse des acteurs de cycle court sur les 18 derniers mois, peut-être faudra-t-il se repositionner sur des acteurs avec des cycles plus longs, par exemple dans l'aéronautique, qui pourraient bénéficier à leur tour d'une revalorisation en Bourse qu'ils n'ont pas encore connue»,* anticipe Christophe Hautin.

Une telle correction n'entamerait toutefois pas le potentiel de long terme du secteur, selon les gérants. *«C'est vrai que, optiquement, la défense est chère, reconnaît Raphaël Thuin. A court terme, après la période d'euphorie que nous avons connue, il est très difficile de prévoir comment le marché va réagir et on peut effectivement imaginer une période de pause, de consolidation, voire quelques déceptions. Mais notre positionnement relève d'une approche de long terme. Chez Tikebau, nous parlons d'un 'moment ChatGPT' de la défense : cela signifie qu'il y aura un avant et un après 2025 dans le secteur, tout comme il y a eu un avant et un après ChatGPT dans l'intelligence artificielle.»* D'autant que la défense offre une visibilité sur la croissance future assez rare. *«Quand on se projette, les taux de croissance sont remarquables, poursuit Raphaël Thuin. Par exemple, le groupe allemand Rheinmetall, valeur incontournable du secteur, a vu son chiffre d'affaires doubler sur les trois dernières années, passant d'environ 5 milliards d'euros à 10 milliards d'euros actuellement. Le management*

de l'entreprise indique qu'il devrait être multiplié par quatre d'ici 2030. Ce sont des taux de croissance vertigineux ! La profitabilité se renforce également, avec une marge comprise entre 11 % et 12 % aujourd'hui, qui pourrait croître jusqu'à 15 % sur la même période.» Autant d'éléments qui justifient une forme de premium sur le cours. Celle-ci est également alimentée par les flux d'investissement, qui ne devraient pas se tarir de sitôt. *«Depuis le début de l'année, les flux sont importants, rapporte Adyl Bou. Ce qui a commencé avec les investissements de particuliers qui ont fait croître les encours de l'ETF a ensuite suscité un intérêt croissant de la part des investisseurs professionnels et institutionnels. Aujourd'hui, la thématique est bien accueillie par tous ces segments et commence à profiter d'un historique de performance attrayant, même si les conditions économiques et politiques peuvent potentiellement avoir un effet négatif sur le secteur. Cependant, il est important de retenir que les performances passées ne préjugent pas des performances futures.»*

DE L'IMPORTANCE DE FINANCER L'ENSEMBLE DE LA CHAÎNE DE VALEUR

En Bourse, les grandes valeurs de la défense ont concentré l'attention des investisseurs ces derniers mois. *«Or la base industrielle et technologique de défense (BITD) française, c'est 4.500 sociétés, dont de nombreuses petites et moyennes entreprises qui ont besoin de capitaux, souligne Raphaël Thuin. On a beaucoup parlé des grands donneurs d'ordres mais ces derniers s'appuient sur une chaîne de production très fragmentée. Or le secteur fait face à une problématique de capacité d'offre. Il va falloir que cette chaîne de valeur se mette à niveau, d'où l'importance de financer aussi les entreprises de moindre envergure.»* Au risque de voir apparaître des répercussions sur toute la chaîne. *«Nous avons une analyse stricte de la qualité financière des sociétés et de leur capacité à suivre les montées en cadence de leur production, abonde Damien Mariette. On le voit bien dans l'aéronautique civile, par exemple : il suffit d'un seul acteur, aussi*

petit soit-il, qui ne soit pas capable de produire la pièce en quantité suffisante ou dans le temps imparti, pour que l'ensemble de la filière soit affecté.» C'est pourquoi les fonds actifs intègrent une part non négligeable de PME. *«Pour accompagner ce segment, nous participons aux introductions en Bourse et nous nous fixons comme objectif d'avoir en permanence 10 % à 30 % du portefeuille investi dans des petites et moyennes capitalisations boursières»,* mentionne Christophe Hautin. Même approche pour la stratégie défense de CPR AM. *«Sur cette solution, nous pouvons investir jusqu'à 5 % de l'encours dans des sociétés dont la capitalisation boursière est inférieure à un milliard d'euros»,* détaille Damien Mariette. Le private equity est aussi une source de financement cruciale pour les plus petits acteurs, que Bercy cherche à favoriser. *«C'est critique pour le développement de la filière»,* assure Raphaël Thuin.

DÉFENSE ET ESG : VERS UNE ÉVOLUTION DES MŒURS

Longtemps écarté pour des raisons éthiques, le secteur s'impose désormais comme compatible avec une approche ESG, à condition d'une analyse fine des pratiques et de la gouvernance des sociétés.

Avec l'intérêt accru porté au secteur de la défense, la question de sa compatibilité avec une approche ESG (environnement, social et gouvernance) a rapidement émergé. De ce point de vue, les avis ont profondément changé. « *Il faut rappeler qu'à la différence du tabac ou du charbon, le secteur de la défense n'a jamais été exclu par principe, relève Damien Mariette. En revanche, la plupart des gestionnaires d'actifs excluent depuis de nombreuses années les émetteurs liés à la production, la vente ou le stockage d'armes non conventionnelles, parmi lesquelles les mines antipersonnel, les bombes à sous-munitions, les armes chimiques ou biologiques. Mais surtout, la question ESG ne se posait pas car il était assez simple de faire l'impasse sur le secteur de la défense par le passé du fait de sa faible croissance.* » La situation ayant changé, chaque investisseur et chaque gestionnaire de fonds ont dû faire leur examen de conscience. « *Les questions de souveraineté sont indispensables si l'on souhaite être sérieux sur les problématiques de durabilité car il ne peut y avoir de société démocratique et de paix si l'on prive les Etats européens de la possibilité de se défendre* », estime Christophe Hautin.

Chez Allianz Global Investors, cette conclusion a chamboulé les pratiques. « *Nous avons des exclusions sectorielles sur la défense jusqu'en mars dernier, indique*



Christophe Hautin. *Nous écartions toute société impliquée dans le nucléaire militaire et celles dont plus de 10 % du chiffre d'affaires provenait d'activités dans le secteur de la défense conventionnelle. Cela nous conduisait à exclure la quasi-totalité du secteur européen de l'aéronautique et de la défense. Nous sommes revenus sur cette politique, qui n'est désormais plus en place pour nos fonds article 8.* »

Un point de vue de plus en plus partagé par les différentes parties prenantes. « *Ce n'est pas un secteur comme un autre mais il peut s'insérer dans une dynamique de durabilité, plaide Raphaël Thuin. Après tout, il est aligné avec l'Objectif de développement durable (ODD) numéro 16 de l'ONU, qui vise la paix dans le monde.* »

La « normalisation » du secteur aux yeux de l'industrie financière ne signifie pas pour autant que tout cadre a disparu. Simplement, l'analyse ESG menée sur les acteurs de la défense est désormais

assez similaire à celle réalisée au sein des autres secteurs. « *Comme dans n'importe quelle industrie, il existe des risques spécifiques que nous évaluons pour déterminer si une société est investissable ou non* », explique Damien Mariette.

Un regard particulier est porté sur la gouvernance, particulièrement sensible au sein des entreprises de ce secteur, avec des problématiques de transparence, de corruption, etc. « *Il est nécessaire de faire une distinction selon le type d'armement produit et d'appliquer une politique d'exclusion sur les armes controversées, prévient Raphaël Thuin. Il faut aussi prendre en compte les spécificités du secteur, en portant une attention soutenue aux clients finaux, aux process de bonne gouvernance et d'anti-blanchiment, etc.* » Une vigilance qui contraint les processus d'investissement mais qui permet aux sociétés de gestion d'investir dans la défense sans trahir leurs engagements.

Allianz Global Investors

ALLIANZ GI
allianzgi.com

Allianz Global Investors est un gestionnaire d'actifs actif de premier plan qui compte plus de 700 professionnels de l'investissement répartis dans plus de 20 bureaux à travers le monde et gère 561 milliards d'euros d'actifs (au 31 mars 2025). Nous sommes convaincus que chaque changement est source d'opportunités. Notre objectif est de façonner activement l'avenir de l'investissement pour tous nos clients, où qu'ils se trouvent et quels que soient leurs objectifs. Curieux et actifs dans tout ce que nous faisons, nous aspirons à générer un impact au-delà de l'alpha, en orientant les actifs de nos clients vers les bons placements au bon moment et en élaborant des solutions qui s'appuient sur nos capacités sur les marchés publics et privés.

Notre priorité, qui est de protéger et de faire fructifier les actifs de nos clients, nous permet de créer des partenariats de confiance, fondés sur un engagement en faveur de l'investissement responsable et du changement positif.

CPRAM L'avenir est notre présent

CPR AM
cpram.com

Filiale d'Amundi, CPR AM est une société de gestion d'actifs innovante couvrant l'ensemble des classes d'actifs – actions, crédit, taux et gestion multi-classes. Forte de plus de 30 ans d'expérience, elle accompagne ses clients avec expertise et engagement. A fin juin 2025, CPR AM gère près de 60 milliards d'euros d'actifs et se positionne parmi les pionniers de l'investissement thématique.

Sa culture humaine, agile et ouverte favorise une compréhension fine des mégatendances et nourrit une capacité constante à innover. CPR AM a pour ambition d'apporter des réponses concrètes aux grands défis de notre siècle : enjeux environnementaux, bouleversements démographiques et sociaux, ainsi que révolutions technologiques.



TIKEHAU CAPITAL
tikehaucapital.com

Tikehau Capital est un groupe mondial de gestion d'actifs alternatifs qui gère 51 milliards d'euros d'actifs (au 30 juin 2025). Tikehau Capital a développé un large éventail d'expertises dans quatre classes d'actifs (crédit, actifs réels, *private equity*, *capital markets strategies*), ainsi que des stratégies axées sur les solutions multi-actifs et les situations spéciales.

Tikehau Capital fournit des solutions de financement alternatives sur mesure et innovantes aux entreprises. S'appuyant sur des fonds propres importants (3,1 milliards d'euros au 30 juin 2025), le groupe investit son capital aux côtés de ses clients-investisseurs au sein de chacune de ses stratégies.

L'équipe Capital Markets Strategies gère 6 milliards d'euros d'actifs sous gestion. Elle déploie une stratégie de conviction sans contrainte d'indice de référence. La gestion de sa gamme de fonds obligataires et diversifiés repose sur une équipe de recherche expérimentée et une approche d'investissement alliant des données macroéconomiques à une analyse fondamentale.



VANECK
vaneck.com

VanEck* est une société de gestion indépendante fondée à New York en 1955. Avec près de 70 ans d'expérience, elle s'est imposée comme un acteur international de référence. La société gère aujourd'hui 130 milliards de dollars d'actifs (au 1^{er} septembre 2025) dans le monde, dont 23 milliards de dollars (au 1^{er} septembre 2025) au format Ucits en Europe, où plus de 95 % des encours sont investis via des ETF. Présente dans plusieurs pays européens, VanEck se classe parmi les 15 plus grands émetteurs d'ETF en Europe et figure également dans le Top 10 aux Etats-Unis. Sa réputation s'appuie sur sa vision prospective et une expertise reconnue en investissements thématiques et sectoriels, afin d'anticiper les grandes tendances de marché. L'offre comprend près de 50 solutions couvrant trois classes d'actifs – actions, obligations et actifs numériques – dont 38 sont accessibles aux investisseurs français. VanEck associe ainsi innovation, diversification et envergure mondiale pour proposer des solutions pertinentes et durables aux investisseurs.

*INFORMATIONS IMPORTANTES

Ceci est une communication publicitaire. Veuillez consulter le prospectus de l'Ucits et le document d'informations clés (KID) avant toute décision finale d'investissement. Ces documents sont disponibles en anglais et les KID dans les langues locales et peuvent être obtenus gratuitement à l'adresse suivante : www.vaneck.com, auprès de VanEck Asset Management B.V. (la « société de gestion ») ou, le cas échéant, auprès de l'agent de l'établissement désigné pour votre pays.

Ce matériel est uniquement destiné à fournir des informations générales et préliminaires et ne doit pas être interprété comme un conseil d'investissement, juridique ou fiscal.

VanEck Defense Ucits ETF (le « ETF ») est un sous-fonds de VanEck Ucits ETFs plc, une société d'investissement à capital variable à compartiments multiples et à responsabilité limitée entre les sous-fonds. L'ETF est enregistré auprès de la Banque centrale d'Irlande, géré passivement et reproduit un indice d'actions. Le produit décrit ici est conforme à l'article 6 du règlement (UE) 2019/2088 sur les informations relatives au développement durable dans le secteur des services financiers. Vous trouverez des informations sur les aspects liés au développement durable conformément à ce règlement sur le site www.vaneck.com. Les investisseurs doivent tenir compte de toutes les caractéristiques ou de tous les objectifs du fonds, tels qu'ils sont décrits dans le prospectus ou les documents connexes, avant de prendre une décision d'investissement.

La valeur liquidative indicative (INAV) de l'Ucits est disponible sur Bloomberg. Pour plus d'informations sur les marchés réglementés sur lesquels l'ETF est coté, veuillez consulter la section « Informations commerciales » sur la page de l'ETF sur www.vaneck.com. Un investissement dans l'ETF doit être interprété comme l'acquisition de parts dans l'ETF et non dans l'actif sous-jacent.

Les performances citées reflètent les performances passées. Le rendement actuel peut être inférieur ou supérieur aux rendements annuels moyens indiqués. Les données de performance des FNB domiciliés en Irlande sont affichées, sur la base d'une valeur nette d'inventaire, dans la devise de base, avec le revenu net réinvesti, net de frais. Les rendements peuvent augmenter ou diminuer en raison des fluctuations de taux de change. Les investisseurs doivent être conscients que, en raison des fluctuations du marché et d'autres facteurs, la performance des ETF peut varier dans le temps et ils doivent envisager une perspective à moyen/long terme lorsqu'ils évaluent la performance des ETF.



Adyl BOU
Sales Associate,
business development
France & Monaco

Adyl Bou rejoint VanEck en janvier 2025. Il a précédemment occupé le poste de gérant de portefeuilles au sein de l'équipe Discretionary Portfolio Management chez BGL BNP Paribas Wealth Management Luxembourg. Adyl Bou a également exercé en tant qu'assistant banquier privé au sein de l'équipe International Private Banking chez BGL BNP Paribas Wealth Management Luxembourg. Précédemment, il était analyste M&A chez OpportunIT. Il est titulaire d'un bachelor in business administration de l'INSEEC et d'un master of science in international wealth management de l'ESCP Business School.

VanEck®



Christophe HAUTIN
Gérant
de portefeuille

Christophe Hautin a rejoint Allianz Global Investors en tant que gérant de risques en 2012. De 2015 à 2018, il a été spécialiste produit actions, en charge de la promotion puis de la gestion des produits d'investissement socialement responsable (ISR) de la stratégie Conviction Equity. Auparavant, il a exercé différents postes au sein de la division banque d'investissement de la Société Générale et chez le gestionnaire d'actifs américain TCW. Il compte plus de 19 années d'expérience dans le secteur financier. Christophe Hautin est titulaire d'un master en économie et finance de l'Université Paris Dauphine (France) et a étudié à l'UCLA Anderson School of Management (Etats Unis). Il a également obtenu le certificat CFA en gestion ESG.

Allianz 
Global Investors



Damien MARIETTE
Gérant thématique
senior

Damien Mariette rejoint l'équipe Actions Thématiques de CPR AM en janvier 2023. Il gère les thématiques souveraineté européenne. Damien Mariette a commencé sa carrière de gérant en actions européennes en 2008 à la Banque Populaire du Val de France. En 2009, il devient gérant d'actions internationales au Fonds de garantie automobiles puis successivement, en 2012 et 2018, il gère des actions européennes pour La Financière de l'Echiquier et Sycomore. En 2023, il intègre le pôle Progress de l'équipe de gestion actions thématiques de CPR AM. Damien Mariette est titulaire d'un master en finances de marché de l'université d'Artois.

CPRam L'avenir est
notre présent



Raphaël THUIN
Directeur des stratégies
de marchés de capitaux

Raphaël Thuin a rejoint Tikehau Capital en 2020. Il était précédemment responsable de la gestion des titres à revenu fixe chez Tobam à Paris, qu'il avait intégré en 2014. Il a débuté en 2005 en tant que gestionnaire de portefeuille pour Topaz Fund à New York, avant de rejoindre en 2008 l'activité marchés de capitaux de la Société Générale, également à New York. Il a effectué ses études à HEC Paris et à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

TIKEHAU
CAPITAL

L'AGEFI

L'Agence économique et financière fondée en 1911,
8 rue Bellini – 75116 Paris

Tél. : 01 41 27 47 00 - Site Internet : www.agefi.fr

Président, directeur de la publication : Nicolas Beytout

Directeur général délégué : François Robin (4768)

Directeur de la rédaction de L'Agefi : Alexandre Garabedian (4733)

Directeur commercial et développement : Laurent Luiset (4748)

Assistante commerciale : Sarah Negly (4729)

L'Agefi Alpha est édité par : AGEFI SAS au capital de 5 716 920 euros

Siège social : 8 rue Bellini – 75116 Paris

RCS : Paris 334 768 652 - N° Siret : 33476865200086

N° TVA intracommunautaire : FR 75 334 768 652, Principal actionnaire : Bey Médias Presse et internet

Conseil et contenus éditoriaux : Aurélie Fardeau - Conception graphique : François Quintin - SuzyLee

Impression : Imprimerie de Compiègne - 2, avenue Berthelot - ZAC des mercières - BP 60524

60205 Compiègne Cedex

N° CPPAP : 0925 T 95152 - N° ISSN : 2970-5843

D&O

NOS PROCHAINES THÉMATIQUES

ETF & gestion indicielle
Gestion obligataire
Climat
Retailisation du Private Equity